Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article1935

" OpÃ©ration 45 000 foyers " du Conseil rÃ©gional de Guadeloupe : Une aumÃ´ne de 100 euros pour garantir la pwofitasyon

- Dossier spÃ©cial LKP - Expressions -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 1er mars 2013

Mis Ã jour le : vendredi 1er mars 2013

UGTG.org

Ce mardi 25 fÃ©vrier 2013, la PrÃ©sidente du Conseil rÃ©gional, Josette Borel-Lincertin, a signÃ© une convention de partenariat avec Pascal RothÃ©, Directeur rÃ©gional des finances publiques (DRFIP) de Guadeloupe, afin d'assurer le versement d'une *"aide exceptionnelle"* de 100 euros aux *"44 251 foyers guadeloupÃ©ens dont les revenus fiscaux sont les plus faibles"*.

Cette mesure serait, Ã Ã©couter la plan com' de la RÃ©gion, la marque de la prioritÃ© donnÃ©e par sa majoritÃ© "socialiste" Ã la lutte contre la vie chÃ¨re en Guadeloupe. Il s'agirait pour la RÃ©gion *"d'amÃ©liorer le pouvoir d'achat des GuadeloupÃ©ens, en maintenant des prix justes ou en apportant une aide exceptionnelle aux foyers les plus modestes"* ! ***MÃ©syÃ©zÃ©dam, pa pri !***

Confirmant les enquÃªtes du Bureau dâEuros"Ã0tude OuvriÃ¨res du LKP, l'INSEE reconnaÃ®t, d'une part que les produits alimentaires importÃ©s sont, en moyenne, 34% plus chers en Guadeloupe qu'en France et que, d'autre part, l'inflation entre janvier 2008 et dÃ©cembre 2012 de ces mÃªmes produits alimentaires a Ã©tÃ© beaucoup plus forte en Guadeloupe qu'en France (+15% contre +10,3%).

ConcrÃ¨tement, sur les 5 derniÃ¨res annÃ©es, le fossÃ© de la vie chÃ¨re, dÃ©jÃ bÃ©ant, s'est encore Ã©largi en Guadeloupe mais Man Lincertin vient nous rassurer que la prioritÃ© de l'action politique de la majoritÃ©, au pouvoir depuis 2004, est l'amÃ©lioration du pouvoir d'achat des GuadeloupÃ©ens ! **MÃ©syÃ©zÃ©dam, pa ri, non !**

Une aumÃ´ne de 100 euros distribuÃ©e cette annÃ©e, voilÃ sÃ »rement une prioritÃ© Ã la veille de tant d'Ã©chÃ©ances Ã©lectorales en 2014. Mais en est-ce vraiment une au regard de la baisse de moitiÃ© des taux d'octroi de mer, votÃ©e par le Conseil rÃ©gional, en 2009, sur un grand nombre de produits de premiÃ¨re nÃ©cessitÃ©, sans que nul ne contrÃ´le la rÃ©percussion de cette baisse par les grandes enseignes sur le prix final payÃ© par les consommateur ?

Un billet de 100 euros - certes toujours bon Ã prendre *lÃ¨ouvwÃ¨ ou ka vwÃ¨ mizÃ¨*, est-ce lÃ une prioritÃ© lorsque l'on constate que cette baisse de l'octroi de mer, que le Conseil rÃ©gional a lui-mÃªme estimÃ©Ã 10 millions d'euros par an, correspondant Ã autant de millions d'euros de rentrÃ©es fiscales en moins pour les communes de Guadeloupe ?

Un billet de 100 euros, est-ce lÃ une "prioritÃ© politique" lorsque l'on observe que cette baisse des taux d'octroi de mer qui tombe directement dans les poches des *pwofitan* n'a jamais Ã©tÃ© remise en cause depuis le 31 dÃ©cembre 2009, alors que les hyper et supermarchÃ©s ne s'Ã©taient, eux, engagÃ©s que jusqu'Ã cette date-lÃ ?

cela fait donc 4 ans que, chaque annÃ©e, **l'import-distribution bÃ©nÃ©ficie d'un allÃ¨gement de 10 millions d'euros de charges fiscales gÃ©nÃ©reusement octroyÃ© par les Ã©lus du Conseil rÃ©gional** sans que les consommateurs GuadeloupÃ©ens n'aient jamais bÃ©nÃ©ficiÃ© de sa rÃ©percussion sur leur pouvoir d'achat.

Cette subvention dÃ©guisÃ© d'un montant de 40 millions d'euros au profit de l'import-distribution est Ã mettre en relation avec les 100 euros chichement octroyÃ©s Ã 45 000 foyers guadeloupÃ©ens Ã trÃ¨s faibles revenus pour estimer les vÃ©ritables prioritÃ©s politiques des Ã©lus de la majoritÃ© "socialiste" du Conseil rÃ©gional. En, vÃ©ritÃ©, leur action politique se rÃ©sume Ã **"des millions pour graver les *pwofitan*** et quelques miettes pour amuser le peuple" !

Et ce n'est ni l'opacitÃ© de la sociÃ©tÃ© d'Ã©conomie mixte patrimoniale crÃ©Ã©e par Victorin LUREL et

prÃ©sidÃ©e par HÃ©lÃ¨ne CHRISTOPHE-VAINQUEUR, ni l'absence de toute donnÃ©e publique et tout bilan chiffrÃ© sur la charte du consommateur censÃ©e avoir Ã©tÃ© mise en place dans les enseignes *Hyper casino* de Basse-Terre et *Carrefour Market* de Bouillante qui peuvent permettre d'accorder le moindre crÃ©dit Ã la prÃ©tendue volontÃ© politique de la majoritÃ© rÃ©gionale Ã lutter contre la vie chÃ¨re.

Bien Ã©videment cette soi-disant "Ã©nergique action" du Conseil rÃ©gional dans la lutte contre la vie chÃ¨re s'inscrirait, d'aprÃ¨s *Man Lurel-Lincertin*, dans la vaste - et non moins Ã©nergique - action d'ensemble du trio Hollande-Ayrault-Lurel dÃ©nommÃ©e "rÃ©gulation Ã©conomique en outre-mer". A l'Ã©couter, il faudrait, une fois de plus, que les GuadeloupÃ©ens et GuadeloupÃ©ennes acceptent de *pran dlo-mouchach pou lÃ¨t* !

LKP ja di, woudi Ã© ka virÃ© di :
Tout gran parad a yo la,

sÃ© onsÃ¨l vÃ¨glaj

pou fÃ¨ nou konpwann

yo ka fÃ¨

TOUPANNAN YO PA KA FÃÆ hak !

La loi de rÃ©gulation Ã©conomique, et tout particuliÃ¨rement les accords annuels de modÃ©ration des prix des produits de grande consommation censÃ©s incarner le bouclier-prix promis par le candidat Hollande, ne constituent qu'une vaste supercherie.

LKP ka woudi qu'en rÃ©alitÃ©, le gouvernement franÃ§ais agite le hochet symbolique d'une modÃ©ration du prix de quelques produits afin de mieux masquer son refus idÃ©ologique absolu de rÃ¨glementer les profits exorbitants des entreprises de l'import-distribution en Guadeloupe et dans les autres possessions coloniales franÃ§aise.

Gouvernement franÃ§ais comme majoritÃ© rÃ©gionale, leur seule politique c'est celle de l'Ã©cran de fumÃ©e : simuler l'action politique pour sauvegarder les intÃ©rÃªts des dominants, donner quelques euros aux dominÃ©s pour dÃ©tourner la colÃ¨re sociale et permettre le maintien de la structure de la *pwofitasyon.*

Entre les accointances et les copinages, entre le financement de la vie politique et l'attribution de marchÃ©s publics, il n'y a pas de place pour la lutte contre la vie chÃ¨re !

LKP appelle tous les GuadeloupÃ©ennes et GuadeloupÃ©ens Ã ne pas se laisser intoxiquer par les simulacres des politiques *bwabwa* : c'est seulement par notre vigilance et notre mobilisation que nous pourrons mettre Ã bas le systÃ¨me de *pwofitasyon an PÃ©yi Gwadloup*.

LKP

Lapwent, 28 fÃ©vryÃ© 2013